



ASSEMBLEE PARLEMENTAIRE DE L'OTAN

SOUS-COMMISSION SUR L'AVENIR DE LA SÉCURITÉ ET DES CAPACITÉS DE DÉFENSE (DSCFC)

GROUPE SPÉCIAL
MÉDITERRANÉE ET
MOYEN-ORIENT (GSM)

RAPPORT DE MISSION

Lisbonne (Portugal) et Madrid,
(Espagne)

24-28 septembre 2018

257 JOINT 18 F | Original : anglais | 29 juin 2019

Ce rapport de mission est présenté à titre informatif et ne reflète pas nécessairement le point de vue officiel de l'Assemblée. Il a été établi par Ethan Corbin, directeur de la commission de la défense et de la sécurité.

I. INTRODUCTION

1. Joao Rebelo, président de la sous-commission sur l'avenir et les capacités de défense (DSCFC) et Philippe Folliot, président du Groupe spécial Méditerranée et Moyen-Orient (GSM), ont conduit une délégation de 38 parlementaires de 16 États membres et associés de l'OTAN au Portugal et en Espagne du 24 au 28 septembre 2018. Cette visite avait pour objet de mieux comprendre les priorités du Portugal et de l'Espagne en matière de défense ainsi que leurs perceptions respectives des menaces. L'augmentation significative des arrivées de migrants par la Méditerranée en Espagne au cours des dernières années, qui met à l'épreuve les capacités du pays à de nombreux égards, a également fait l'objet de nombreuses discussions.

2. L'Espagne comme le Portugal ont tous deux souligné les défis importants et croissants qui émanent du Sud et l'alignement subséquent de leurs priorités et investissements en matière de défense pour y répondre. Par conséquent, les deux pays se sont efforcés de renforcer leurs forces aériennes, terrestres et maritimes, notamment au prix des investissements nécessaires leur permettant d'améliorer la capacité de leurs forces spéciales. Les responsables portugais et espagnols ont également souligné l'importance d'une coopération méditerranéenne renforcée en matière de défense pour faire face à des questions complexes allant des migrations massives au terrorisme. Ils ont notamment discuté de la nécessité pour l'Europe d'accorder une plus grande attention aux défis qui se posent au sud de la Méditerranée par le biais d'une plus grande ouverture dans les domaines de l'assistance et de l'aide au développement, ainsi que d'autres initiatives diplomatiques et politiques pour aider à traiter bon nombre des causes profondes de l'instabilité croissante en Afrique du Nord, dans le Sahel et ailleurs.

3. Qui plus est, les membres de cette délégation ont également pris connaissance des contributions de chacun de ces pays à l'OTAN. Les interlocuteurs ont souligné que leur appartenance à l'Alliance constituait une pierre angulaire vitale pour la sécurité de leur pays. Les discussions avec le gouvernement et les responsables de l'Alliance sur place ont révélé que les deux pays continuent de trouver les moyens de contribuer aux besoins de la nouvelle politique de défense et de dissuasion de l'Alliance, qu'il s'agisse de la « nouvelle » Force de réaction de l'OTAN (NRF) de l'Initiative pour la disponibilité opérationnelle, ou encore de la présence avancée rehaussée. Un thème clé tout au long de la visite a été le renforcement de la sensibilisation parlementaire. Le rôle que joue le parlement de chaque pays dans le financement et le contrôle de ses institutions de défense, dans la coopération internationale en matière de sécurité et, si nécessaire, dans les missions de sécurité est vital. Ce bras parlementaire dans le contrôle des forces armées nationales est un élément essentiel qui sous-tend toutes les démocraties alliées.

II. PORTUGAL

4. L'importante délégation de la DSCFC et du GSM a entamé sa visite à Lisbonne. Le programme, chargé, au Portugal comprenait des réunions avec des commissions parlementaires, des responsables gouvernementaux de haut niveau, des commandants des forces navales de frappe et de soutien de l'OTAN (STRIKFORNATO) et de la marine portugaise.

5. L'un des messages clés reçu à Lisbonne est que le Portugal estime que sa sécurité future est inexorablement liée à une coopération multilatérale forte en matière de défense. Pour le Portugal, cela signifie l'OTAN d'abord et avant tout lorsqu'il s'agit de questions de

sécurité nationale. En conséquence, le Portugal s'efforce de démontrer sa bonne foi, qu'il s'agisse d'investir dans les institutions de l'OTAN dans le pays ou de participer à des missions de l'OTAN. Le Portugal croit fermement en la capacité de l'OTAN à s'adapter et à relever les défis complexes de l'environnement international actuel en matière de sécurité, en particulier ceux qui touchent la communauté euro-atlantique. L'un des principaux objectifs est d'assurer la complémentarité des forces armées portugaises afin qu'elles soient aptes à remplir leur mission - une partie de ce niveau de compétence découle directement de la poursuite de son travail dans le cadre de l'OTAN, qui a renforcé son efficacité opérationnelle et son caractère.

Les défis sur le flanc sud de l'OTAN

6. Les interlocuteurs portugais ont à maintes reprises souligné la complexité du flanc sud comparé aux menaces venant de l'est : comme l'a dit le ministre portugais de la défense, **José de Azerdo Lopes** à la délégation : « La moindre menace hybride, asymétrique ou même floue venant du sud rend la recherche d'une posture adaptée à l'objectif plus complexe encore ». Il a poursuivi en soulignant que, face aux défis émanant du Sud, il est clair que l'Alliance devra travailler avec les partenaires régionaux.

7. Les intervenants portugais ont souligné l'importance de l'OTAN dans une ère de changement systémique international au sens large, en raison du déclin de l'influence et des capacités d'autres institutions internationales, telles que les Nations unies. Pour de nombreux responsables, la question la plus difficile pour les Alliés aujourd'hui est de savoir comment se restructurer pour relever les défis en provenance du sud. Le ministre de la défense a déclaré à la délégation qu'« il y aura davantage d'opérations et de missions, ainsi que des formations, des conseils et une assistance communes pour les actions futures dans le sud ». C'est pourquoi, a noté le ministre de la défense, l'OTAN doit reconsidérer et remanier ses structures internes pour pouvoir mieux faire face aux nouvelles menaces provenant de la région MOAN et au-delà.

8. Le Portugal comprend la nécessité de s'engager également avec d'autres organisations multilatérales de sécurité internationale, des Nations unies à l'Union africaine. Qui plus est, Lisbonne cherche également à renforcer sa coopération avec ses partenaires méditerranéens, et même au-delà au sud, pour contribuer à renforcer la stabilité régionale stratégique à long terme. Plusieurs responsables ont cité l'exemple de la coopération croissante du Portugal avec les pays du Golfe de Guinée comme un moyen de souligner les efforts supplémentaires requis pour relever les défis profondément enracinés qui émanent du sud. Comme l'a déclaré à la délégation **Teresa Ribeiro**, secrétaire d'État aux affaires étrangères et à la coopération, « le Portugal est l'un des Alliés qui insiste le plus pour se concentrer davantage sur le sud - nous sommes satisfaits du paquet pour le sud, confirmé à Bruxelles. Nous espérons que cela créera la base d'une prise de conscience et d'une action stratégiques pour relever les défis du flanc sud, mais nous devons également mieux prendre en compte la dynamique régionale, ce qui nous aidera grandement à renforcer nos capacités dans la région et permettra une coopération plus concrète. Nous devons englober, dans le même temps, la limitation des ressources. Il est également important de noter que l'UE partage les mêmes vues et préoccupations pour la région ».

9. Comme l'ont souligné des hauts représentants du ministère de la défense, l'OTAN doit se concentrer sur la complémentarité et les capacités des forces alliées, et non sur des efforts inutiles qui ne feraient que dupliquer les efforts existants. En juin 2018, le Portugal a été l'un des neuf États membres de l'UE à signer la création d'une force d'intervention militaire conjointe entre les États membres de l'UE pour servir de force de déploiement rapide pour la

gestion des crises. Les responsables de la défense ont fait remarquer qu'il s'agit d'une nouvelle initiative qui renforcera les travaux déjà en cours au sein de l'Alliance pour renforcer et accroître l'état de préparation des forces, et non pour faire double emploi avec les efforts existants.

Priorités et engagements militaires

10. L'amiral **Antonio Silva Ribeiro**, chef d'état-major général des forces armées portugaises, a déclaré à la délégation qu'environ 2 400 militaires étaient déployés dans le cadre de missions extérieures sur quatre continents, soit 10% de la structure totale des forces. L'amiral Ribeiro a noté que les forces armées portugaises participent à un large éventail de missions, allant de celles assumées par les forces armées nationales elles-mêmes à la coopération dans le cadre de diverses missions multilatérales de l'OTAN aux Nations unies. La participation du Portugal aux missions de l'OTAN, a-t-il noté, couvre un large éventail de domaines, notamment l'opération *Sea Guardian*, la mission *Resolute Support* en Afghanistan, la mission de police aérienne dans les États baltes, la présence avancée rehaussée en Lituanie, la présence avancée adaptée en Roumanie, la KFOR et la contribution avec une frégate au 1^{er} Groupe maritime permanent OTAN (SNMG1).

11. L'amiral Ribeiro a déclaré à la délégation que les missions relatives aux défis émanant du sud ont mobilisé l'attention des forces armées portugaises. Au moment de la visite, le Portugal participait à 27 missions visant à projeter la stabilité vers le sud et s'occupant d'un large éventail de questions allant de l'interdiction du trafic illicite de migrants au renseignement, à la surveillance et à la reconnaissance (ISR) dans la région pour les opérations antiterroristes (CT) et la connaissance de la situation aux défis d'instabilité intérieure. Plus précisément, il a mentionné la participation du Portugal à une série d'opérations multilatérales allant de la MINUSCA et l'EUTM en République centrafricaine à la formation, conseil et assistance à différentes missions conjointes avec les partenaires de l'OTAN ou encore l'opération de lutte contre Daech en Iraq.

12. Lors de la discussion sur la participation portugaise aux opérations, il a souligné le consentement des forces portugaises à se placer en première ligne si la situation l'exige, s'exposant ainsi aux risques inhérents aux missions difficiles de notre époque.

13. L'amiral Ribeiro a également souligné l'importance de la zone de responsabilité du Portugal dans le domaine maritime et la nécessité pour le pays de renforcer encore davantage ses capacités maritimes. Il a déclaré à la délégation qu'il voyait clairement se profiler à l'horizon une course au contrôle de la haute mer. Dès lors, la posture maritime de l'OTAN deviendra un élément clé pour mener une action coordonnée contre toute menace à la sécurité ou à l'environnement. À ce titre, il a déclaré que le Portugal s'employait à rétablir un état d'esprit maritime au niveau national et parmi les Alliés pour relever ce défi. Pour y parvenir, a-t-il dit, les forces armées portugaises s'efforcent d'aligner leurs objectifs, leurs méthodes et leurs moyens pour que l'Alliance puisse se concentrer sur les défis maritimes évidents à venir. Il a conclu ses remarques en déclarant que le renforcement des capacités de dissuasion et de défense maritimes de l'OTAN est un premier pas clair vers la réalisation de cet objectif.

14. Pour mieux comprendre la position maritime du Portugal, la délégation a rencontré le commandant de la flotte portugaise, le **vice-amiral Gouveia e Melo**. Comme l'amiral Gouveia e Melo l'a dit à la délégation, la flotte portugaise compte aujourd'hui 34 navires au total, dont 24 sont déployés en raison du niveau élevé actuel de la demande de missions.

15. La devise navale - *préparer, déployer et soutenir* - guide les forces navales. La marine portugaise dispose d'une énorme zone de responsabilité d'environ 6 millions de km², en grande partie grâce à ses possessions insulaires dans l'Atlantique. L'amiral a déclaré à la délégation que la marine portugaise repère cinq zones maritimes de préoccupation potentielle ou même actuelle : le large de la côte nord de l'Amérique latine, le large de l'Angola, l'océan Indien qui connaît des rivalités croissantes, la Méditerranée orientale avec tous les défis qu'elle comporte, ainsi que le détroit de Malacca et la mer de Chine du Sud.

16. L'amiral a noté que la protection du corridor atlantique est un élément essentiel du maintien des besoins de sécurité plus larges de l'Alliance tout entière. Les efforts déployés aujourd'hui par la Russie pour franchir le fossé GIUK (Groenland, Islande et Royaume-Uni) dans l'Atlantique Nord peuvent avoir un impact sur des voies de navigation vitales et causer des perturbations dans la mer Baltique et en Méditerranée. Il a mis en garde contre les patrouilleurs russes qui s'attarderaient des jours durant sur les câbles de communication transatlantiques qui traversent les fonds marins de l'Atlantique, sachant que les conséquences seraient dévastatrices s'ils étaient coupés. En outre, a-t-il poursuivi, la Chine cherche à remonter l'Atlantique Nord par l'océan Indien et autour du golfe de Guinée.

17. Il a informé la délégation des efforts déployés par le Portugal pour mettre en place le centre pour la défense de l'Atlantique (CEDA), qui sera situé aux Açores. Le centre se concentrerait sur le domaine maritime et la gouvernance. Il s'emploiera à promouvoir des valeurs et une vision maritimes communes, le partenariat et la création de liens, et à créer des synergies dans le renforcement des capacités. L'amiral a conclu sa présentation par cette phrase : « La terre favorise les disputes, mais les mers favorisent les partenariats - les batailles se font sur terre, mais les guerres se gagnent en mer ». Il a noté que la force de l'OTAN repose sur sa capacité à contrôler les mers : Tous les flancs sont importants pour l'approche à 360° de la sécurité ; l'Afrique est un facteur clé pour la stabilité et la prospérité communes de l'Alliance et le Portugal est bien placé pour jouer un rôle clé pour la stabilité et la prospérité futures.

L'OTAN au Portugal - Visite à STRIKFORNATO

18. La délégation a également entendu un exposé sur les forces navales OTAN d'intervention et de soutien (STRIKFORNATO) lors d'une visite de leur site situé à Oeiras, au Portugal. Les STRIKFORNATO font partie de la structure de forces de l'OTAN, fondées en vertu d'un protocole d'accord signé par 12 États membres de l'OTAN* et sont commandées par un amiral trois étoiles de la marine américaine, qui a également la double casquette de commandant de la sixième flotte américaine. Le commandant a noté que les STRIKFORNATO avaient été créées à l'origine pendant la guerre froide pour aider à renforcer la position de l'OTAN en Méditerranée. Par la suite, elles ont été transférées pour pouvoir opérer n'importe où dans le cadre des attributions du SACEUR. Comme l'ont fait remarquer les interlocuteurs, les STRIKFORNATO sont aujourd'hui prêtes à fournir au SACEUR un état-major rapidement déployable et évolutif, capable de planifier et d'exécuter des opérations expéditionnaires maritimes conjointes à spectre complet. Le commandement et le contrôle de la défense antimissile balistique maritime de l'OTAN, principalement par l'intégration des forces navales et amphibies américaines, constituent un élément clé à cet égard. Il s'agit là d'un élément clé de la défense et de la dissuasion globales des Alliés.

* Allemagne, Espagne, États-Unis, France, Grèce, Italie, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Royaume-Uni, Turquie.

III. ESPAGNE

19. La délégation s'est rendue à Madrid pour s'entretenir avec de hauts responsables espagnols afin de mieux saisir les priorités de l'Espagne en matière de défense et de sécurité. Avec l'Italie et la Grèce, l'Espagne a été l'un des Alliés les plus touchés par la myriade de problèmes de sécurité émanant du flanc sud. En 2004, Madrid a été frappée par un attentat terroriste à la bombe sur un train, orchestré par al-Qaida, qui a fait 193 morts. Depuis lors, l'Espagne s'est employée avec diligence à améliorer sa coopération avec les Alliés en matière de lutte contre le terrorisme et à développer ses capacités nationales en matière d'ISR afin d'améliorer la connaissance de la situation, l'un des éléments clés étant l'expansion de ses forces spéciales et une coopération internationale accrue.

CAOC, CESEDEN et C-IED COE

20. La délégation a commencé à Madrid par une visite au Centre d'opérations aériennes combinées (CAOC), où le commandant du CAOC, le **général Ruben Garcia Servert**, les a informés des efforts déployés par les Alliés pour créer une image aérienne commune des efforts déployés par les Alliés pour assurer la défense de leur espace aérien. Les efforts conjugués des Alliés dans les installations du CAOC fournissent des capacités ISR essentielles sur l'ensemble du territoire allié pour leur mission de police aérienne en temps de paix et en temps de crise. Le CAOC est essentiel aux ambitions opérationnelles de l'OTAN, car il sera rapidement déployé pour aider à planifier, coordonner et exécuter une opération en réponse à une crise. L'image aérienne du CAOC est également essentielle aux efforts de défense antimissile balistique de l'Alliance.

21. La délégation s'est ensuite rendue au Centre d'études avancées de la défense nationale (CESEDEN), où elle a été accueillie par le Directeur du CESEDEN, le **général Rafael Sanchez**. Le centre sert d'intersection clé entre le monde académique/think tank et l'articulation de la politique de défense espagnole au sein du ministère de la Défense. Les séances d'information et les discussions ont porté sur un large éventail de sujets allant des défis de plus en plus complexes auxquels l'Alliance du Sud est confrontée et du type de stratégie de réponse qu'elle adopte. L'une des clés, ont noté plusieurs intervenants, était d'aller au-delà de la simple coopération interalliée pour s'engager réellement avec les États de la région afin de traiter les questions ISR pour les missions de lutte contre le terrorisme, de gérer les flux croissants de migrants et de réfugiés à travers la Méditerranée, et de planifier la réponse aux catastrophes liées au changement climatique. La coopération régionale en matière de défense et les exercices en vue d'une action directe potentielle au-delà de la Méditerranée en Afrique du Nord et au Sahel et au-delà, ont-ils noté, nécessiteront des investissements dans les capacités des partenaires afin qu'elles deviennent des catalyseurs opérationnels.

22. Les intervenants ont également discuté des vues de l'Espagne sur un nouveau concept stratégique de l'OTAN. Il a été largement reconnu que l'environnement international en matière de sécurité avait considérablement changé depuis le dernier concept en 2010, mais les intervenants ont noté que l'essentiel des tâches essentielles décrites dans le Concept stratégique 2010 restait valable. Ils ont souligné que les nouvelles tentatives visant à renforcer le dispositif de dissuasion de l'OTAN doivent également s'accompagner d'un dialogue, car « ce sont les deux faces d'une même médaille », a souligné le général Sanchez. Le général a déclaré à la délégation que l'Alliance est engagée aujourd'hui dans la construction de

l'OTAN 3.0 et qu'il est essentiel pour tous les Alliés de se concentrer sur tous les éléments du nouveau dispositif de défense et de dissuasion.

23. Les intervenants ont également déclaré à la délégation que l'Alliance devrait également se rappeler que son premier devoir sera toujours de soutenir et de défendre son territoire et ses citoyens. En conséquence, ils ont préconisé une approche prudente de la déclaration de tout nouveau niveau d'ambition de l'Alliance. Les intervenants ont également estimé que la gestion des crises et la sécurité collective devraient rester au centre des préoccupations de tous les Alliés et que des efforts devraient être faits pour renforcer l'Initiative de *projection de stabilité* et le *Cadre pour le Sud* qui ont été définis lors des récents sommets. Ces éléments sont essentiels aux efforts globaux de l'OTAN en matière de lutte contre le terrorisme, qui, de l'avis de tous les Alliés, demeurent une priorité absolue.

24. Le lendemain, la délégation a visité le Centre d'excellence pour la lutte contre les engins explosifs improvisés (C-IED COE). Les présentateurs des exposés du CE sur les engins explosifs improvisés (EEI) ont noté que les EEI sont l'avenir et que l'Alliance devra toujours garder une longueur d'avance sur l'élaboration des EEI par les forces ennemies. Aujourd'hui, les Alliés de l'OTAN sont confrontés à des adversaires en réseau très dynamiques ; les intervenants ont déclaré à la délégation, qui se concentrent sur les agressions à grande échelle, telles que le terrorisme, l'insurrection coordonnée et la création d'organisations criminelles violentes. Ces adversaires sont souvent des groupes armés non étatiques ou des réseaux criminels, mais ils peuvent être aidés par des États voyous ou faillis, et ils profitent des conflits régionaux. La complexité du problème a conduit à un nouveau problème de lassitude face aux engins explosifs improvisés aujourd'hui au sein de l'Alliance.

25. Les intervenants ont déclaré à la délégation que l'OTAN a déclaré que l'avenir de la guerre sera hybride, et que les EEI se trouve au milieu de ce type de défi. En conséquence, l'OTAN doit concentrer les ressources nécessaires pour atténuer la menace en restant à l'avant-garde. Il s'agit de trouver toute la ligne de vie d'un engin explosif improvisé, depuis la conception jusqu'à la construction, en passant par l'implantation et l'exploitation de l'événement. Les intervenants ont dit aux délégués que le cycle d'un EEI est comme un iceberg, dont l'explosion d'EEI n'est que la partie la plus visible. Dans son travail pour garder une longueur d'avance sur le défi posé par les engins explosifs improvisés, le C-IED couvre les domaines fonctionnels militaires, car il existe un large éventail de types d'engins explosifs improvisés, allant des engins explosifs improvisés placés dans un véhicule aux engins explosifs improvisés maritimes, en passant par les engins explosifs improvisés sur aéronefs télépilotés et autres.

26. L'un des principaux points à retenir a été la nécessité de trouver les moyens de créer un meilleur partage du renseignement ; un bon exemple pour le C-IED, ont-ils noté, serait une base de données biométriques partagée, qui aiderait à une gestion pertinente du renseignement. L'un des principaux défis pour garder une longueur d'avance sur les IED, ont-ils noté, est l'aisance d'accès aux nouvelles technologies, pour aider à en atténuer les effets, les pays peuvent créer des lois pour bloquer l'échange des technologies à double usage.

Les SOF espagnoles

27. En 2014, le ministère espagnol de la Défense a créé le Commandement des opérations spéciales conjointes pour coordonner les opérations spéciales de l'armée, de la marine et des forces aériennes. La décision de créer un commandement distinct des forces d'opérations spéciales (SOF) au sein de la structure de leurs forces armées est encore relativement unique au sein de l'Alliance. Le nouvel accent mis sur les forces spéciales est un pas clair de la part de l'Espagne pour adapter ses forces aux défis de l'environnement de sécurité internationale complexe et moderne. L'Espagne a déployé ses forces spéciales dans une série de missions au cours de la dernière décennie, et des missions de formation au Mali et en Iraq ont récemment été menées. Le Mali est une source majeure de préoccupation pour la communauté européenne, qui connaît une déstabilisation de l'ensemble de la zone sahélienne. L'Espagne a fourni 480 militaires pour renforcer les capacités des forces de sécurité irakiennes. Une grande partie de cette formation est axée sur la formation anti-insurrectionnelle ainsi que sur des domaines plus spécialisés tels que le déminage et le désarmement des engins explosifs improvisés. Les efforts des forces spéciales espagnoles en Iraq ont également porté sur l'élaboration de défenses contre les attaques de drones et la surveillance des groupes insurgés.

28. En janvier 2018, l'Espagne a annoncé la création d'une nouvelle division des forces spéciales chargée de lutter contre le terrorisme. La quatrième Force d'opérations spéciales sera placée sous le commandement du Commandement des opérations spéciales interarmées. Le **général de division Andrade**, commandant des forces spéciales espagnoles, a déclaré à la délégation que le commandement espagnol des opérations spéciales prendra la tête de la Force de réaction de l'OTAN (NRF) en 2019. Il a indiqué qu'il travaillait avec une série de gouvernements alliés pour trouver un moyen de promouvoir l'interopérabilité entre les SOF des pays de l'OTAN. L'une des clés, a-t-il dit, est d'établir un calendrier d'exercices capable de préparer les forces d'opérations spéciales alliées à faire face à la demande accrue en forces d'opérations spéciales. Il a également indiqué à la délégation que la charge de travail demandée aux forces spéciales alliées augmentait : il a noté qu'il a fallu deux ans aux SOF espagnoles pour mettre en place la structure de forces nécessaire au déploiement d'une de la NRF.

Le défi de la migration

29. Alors que le nombre total d'immigrés clandestins en Europe a diminué ces dernières années, l'Espagne continue de faire face à un afflux croissant de personnes originaires d'Afrique, du Moyen-Orient et d'Asie. En 2018, l'Organisation internationale pour les migrations a fait état d'une multiplication par trois, d'une année sur l'autre, du nombre de migrations non autorisées vers l'Espagne, ce qui porte à 22 700 le nombre total pour cette année. En février 2018, le ministre des Affaires étrangères de l'époque, Alfonso Dastis, s'est déclaré préoccupé par l'afflux de migrants en provenance du Sahel (Burkina Faso, Tchad, Mali, Mauritanie et Niger). En particulier, le ministre a été alarmé par la possibilité que des terroristes, largement vaincus en Syrie et en Iraq, trouvent refuge au Sahel et s'infiltrent en Europe par les flux migratoires vers l'Espagne.

30. L'Espagne reste fortement dépendante du Maroc pour contrôler le nombre de migrants qui tentent d'obtenir l'asile dans les deux enclaves espagnoles d'Afrique du Nord, Ceuta et

Melilla. En juillet 2018, plus de 600 migrants sont entrés de force à Ceuta à l'aide d'outils pour couper la clôture hautement fortifiée. En conséquence, l'Espagne a demandé et reçu 55 milliards d'euros de financement de la Commission européenne pour l'équipement des gardes-frontières espagnols et marocains. L'Espagne coopère étroitement avec le Maroc pour démanteler les réseaux de traite des êtres humains, les points de passage illégaux aux frontières et les cellules terroristes.

31. En juin 2018, le Premier ministre espagnol Pedro Sánchez a offert l'entrée dans le port de Valence au MV Aquarius, un navire transportant 629 migrants, qui avait été refoulé par les autorités maltaises et italiennes. Le gouvernement de Sánchez soutient l'appel de Mme Merkel en faveur d'une "répartition équitable" des migrants en Europe. Le nouveau gouvernement a adopté une attitude plus libérale à l'égard de la migration que son prédécesseur, mais l'ampleur des changements politiques demeure incertaine. Afin de mieux comprendre comment l'Espagne gère le changement soudain du nombre d'arrivées de migrants sur ses côtes, la délégation a rencontré des membres de la Croix-Rouge espagnole et le Secrétaire d'État espagnol à l'Union européenne.

32. Les membres de la Croix-Rouge espagnole ont déclaré à la délégation qu'ils prenaient soin des migrants et des réfugiés de la même façon que des membres les plus vulnérables de la société espagnole elle-même ; leur mission est d'œuvrer en faveur des droits humains. Ils ont noté qu'il y avait environ 190 000 volontaires travaillant dans toute l'Espagne pour aider 14 000 employés avec un budget de 700 millions d'euros pour aider les plus nécessiteux. Ils ont indiqué à la délégation que 3,7 millions de personnes avaient déjà bénéficié d'une aide en Espagne ces dernières années ; cette aide a été considérablement renforcée par la crise financière, qui a mis au jour des groupes plus vulnérables. Ils ont noté que 1,7 million d'immigrants supplémentaires passent actuellement par le système également. En ce qui concerne les camps d'immigrants, il existe des besoins urgents évidents pour répondre immédiatement à ces besoins, qui nécessitent une assistance immédiate et complète. L'objectif du travail avec la communauté des migrants et des réfugiés est de progresser vers des efforts d'inclusion sociale et professionnelle et, éventuellement, d'intégration. Il y en a environ 90 000 qui en sont aux premiers stades, dont 20 000 sont arrivés en 2018.

33. Outre les efforts de traitement des demandes d'asile et d'installation des migrants et des réfugiés, la Croix-Rouge espagnole s'emploie également à lutter contre les réseaux de traite des êtres humains dans tout le pays, en plus d'aider au rapatriement des immigrants qui cherchent à rentrer chez eux. Les responsables ont déclaré que la traite des êtres humains, principalement les femmes forcées à se prostituer, est en train de devenir un gros problème. Des efforts sont faits pour aider ces femmes à rétablir le contact avec leurs familles et à pouvoir bénéficier des services sociaux de base.

34. Les responsables de la Croix-Rouge ont indiqué que la Garde côtière dispose de 23 navires financés par l'État pour les opérations de sauvetage ainsi que pour la fourniture de soins médicaux immédiats aux personnes dans les conditions les plus vulnérables. Il y a deux zones clés, le détroit de Gibraltar et la mer d'Almerian. Dès le moment de l'arrivée, le contrôle du migrant ou du réfugié est transféré au ministère de l'Intérieur, où chaque individu est évalué pour ses besoins d'aide humanitaire. Ils ont expliqué que les personnes en bonne santé reçoivent des vêtements, de la nourriture et quelque chose à boire, tandis que les femmes enceintes sont immédiatement emmenées pour un examen et un check-up complet.

35. Les responsables de la Croix-Rouge ont indiqué que plus de 2 000 volontaires travaillent avec les migrants arrivés par la mer ; 86 employés à plein temps gèrent les volontaires. Ils ont déclaré que les ressources étaient mises à rude épreuve en raison du taux précipité de nouveaux arrivants, qui est passé de 6 000 en 2016 à près de 40 000 en 2018. En conséquence, le nombre de demandeurs d'asile a considérablement augmenté - l'aide humanitaire est administrée dans des centres de détention, où les personnes peuvent être détenues jusqu'à 60 jours en attendant que leur cas soit statué.

36. Comme l'a déclaré le secrétaire d'État à l'UE, **Marco Aguiriano**, à la délégation, l'Espagne s'emploie avec diligence à garantir une arrivée en toute sécurité, un accueil humain des migrants et un traitement équitable de tous les demandes d'asile. Il a noté que l'Espagne travaille en étroite collaboration avec le Maroc pour les aider à résoudre le problème de l'autre côté de la mer d'Almería, où la majorité des migrants tentent de traverser la Méditerranée. Il a déclaré à la délégation que le Maroc ne reçoit que 51 millions d'euros pour ses efforts visant à relever les défis des migrants, ce qui est assez faible si l'on considère les 6 milliards d'euros accordés à la Turquie. Une coopération étroite avec Rabat existe depuis plus d'une décennie pour aider à gérer ce problème. Il a déclaré que le problème ne s'atténuerait probablement pas avant des années et a souligné la nécessité d'une plus grande attention institutionnelle de l'UE au problème des flux migratoires transméditerranéens.
